

---

STÉPHANIE LAUTARD

## LES RÉSEAUX D'INFLUENCE

*Passer par la Chine est pour moi un moyen, un levier  
pour questionner.*

François Jullien

**D**EPUIS LES ANNÉES 1960, nombreux sont les chercheurs occidentaux ou chinois (Fei Xiaotong, Gary Hamilton, Andrew Nathan, Jean Oi, A. Yeo Chi-king, etc.) à avoir constaté l'influence, en Chine, des logiques de « réseaux de relations » qui organisent l'échange social. Ces formes particulières de liens interpersonnels se manifestent à travers un concept, qui est aussi un art, l'art des *guanxi* (relations) ou *guanxixue*<sup>1</sup>.

123

La plupart des travaux se concentrent sur le contexte urbain de la décennie des réformes économiques (1980-1990). Les enquêtes de Ruan et Yang<sup>2</sup>, notamment, nous ont appris l'importance de son usage au sein des unités de travail (*danwei*) et des entreprises d'État. Appréhendé comme un facteur clé du développement des petits entrepreneurs privés (les *getihu*) par les écrits de Nan Lin ou Yanjie Bian<sup>3</sup> et comme une norme dans les transactions commerciales<sup>4</sup>, le *guanxixue* reste cependant trop peu étudié dans le monde rural<sup>5</sup> ou dans la sphère politique<sup>6</sup>. Les recherches les plus récentes analysent le phénomène à la fois comme une stratégie permettant aux individus de s'intégrer et de participer au nouveau contexte d'une société plus ouverte et tournée vers le marché, mais aussi comme la cause d'une pratique devenue systématique en Chine : la corruption.

---

1. Prononcer *guan-chi-chué*.

2. Ruan 1993 ; M. Yang 1988 (1995) et 1989.

3. Lin 1989 ; Bian 1994.

4. Smart 1993 ; Wank 1995.

5. Kipnis 1991.

6. Bosco 1992 ; Cheng 1994.

A la lumière de ces écrits, nous tenterons de répondre aux questions qu'ils posent, à savoir : le néopatrimonialisme, caractéristique de la Chine denguiste, est-il une issue structurelle du communisme chinois ou est-ce une création originale de sa mutation posttotalitaire ? Est-ce une sortie du communisme ou une reconversion, un mode ou une tactique de pouvoir du Parti communiste en vue de son maintien à la tête du régime ? Pour donner un contenu synthétique à ce travail, nous proposerons d'abord une approche ethnographique sur la nature des *guanxi*, puis nous prendrons comme exemple d'analyse les modes de recrutement des « élites » chinoises et l'organisation de l'échange au sein de l'espace économique.

### L'ART DES *GUANXI*

124

Étymologiquement, le mot *guan*, lorsqu'il est un verbe, signifie établir un lien (*lianluo*), alors qu'en nom commun, il désigne une porte ou une muraille. *Xue* est un préfixe qui, accolé à un mot, signifie « l'étude de ». En fait, cette notion d'apprentissage est la plus essentielle car c'est elle qui permet d'accumuler de l'expérience dans la relation à autrui et donc de servir d'exemple, « servir l'exemple » (Anne Cheng). Nous conserverons ici l'usage du terme chinois, *guanxi*, car il n'en existe pas de traduction vraiment satisfaisante et il permet d'envisager la réalité en quelque sorte « de l'intérieur ».

La logique explicite du *guanxixue* est que deux individus partagent au moins un point commun au nom duquel l'un peut demander à l'autre des services ou des faveurs. La terminologie chinoise reconnaît explicitement cette idée de communauté puisqu'un terme désignant la caractéristique commune est toujours devancé par celui de *tong* (qui signifie « partagé, semblable »). La familiarité formée par le *tong* naît alors de la « fusion des identités personnelles<sup>7</sup> ». Le *guanxixue* forme ainsi une sorte de solidarité par similitude, les membres du groupe étant attirés les uns vers les autres parce qu'ils se ressemblent. En effet, la structuration communautaire dans l'organisation sociale en Chine est construite sur une base solidariste et mécanique. Une forme d'allégeance traditionnelle d'où résulte « une solidarité *sui generis* qui, née des ressemblances, rattache directement l'individu à la société<sup>8</sup> », explique

7. M. Yang 1995, p. 194.

8. Émile Durkheim, *De la division du travail social* (1896), Paris, PUF, 1930, chap. II, p. 75.

Émile Durkheim. L'anthropologue Bruce Jacobs a, lors d'une étude de terrain réalisée à Taiwan, établi une typologie de ces motifs de solidarité qu'il appelle « bases de *guanxi*<sup>9</sup> ». Les principales sont : le lien de parenté, le lieu d'origine, le lieu de socialisation, le groupe professionnel, la relation entretenue pendant le service militaire, la relation professeur-élève et l'homonymie. De sa typologie, on peut déduire trois ensembles de relations : la parentèle, les logiques de clientèle basées sur des liens amicaux, et toutes les connaissances au sens large. Par ailleurs, ces relations « fonctionnent » dans trois sens hiérarchiques : du niveau supérieur au niveau inférieur (le lien professeur-élève par exemple), inversement de l'inférieur au supérieur, et enfin entre « rangs » égaux (camarades de promotion [*tongxue*], collègues de travail [*tongban*], etc.). Chaque « base de *guanxi* » est graduée selon une échelle de valeur implicite même si c'est plutôt la quantité de caractéristiques communes que la qualité du *guanxi* partagé qui détermine le degré de familiarité dans l'échange. C'est ainsi qu'il est possible, en comparant l'étroitesse relative des *guanxi*, d'évaluer, au sein de la sphère politique, qui soutiendra qui dans la lutte pour le pouvoir. Finalement, cette « chorégraphie » des relations sociales implique de « cultiver des réseaux de relations personnelles, de constituer des réseaux de dépendance mutuelle et de s'intégrer dans un système d'obligations et de dettes », résume l'anthropologue Mayfair Yang<sup>10</sup>.

125

L'usage des *guanxi* active des sentiments fondamentaux de la pratique traditionnelle des relations en Chine : l'« éthique de la rigueur ou de la loyauté » (*yiqi*) qui, idéalement, ne comporte pas de dimension instrumentale dans l'échange ; l'« affection » (*ganqing*) qui implique un élément de sacrifice ; et la « norme de réciprocité » (*renqing*) qui détermine le « sens du service de la dette ». Robert Silin a traduit cette dimension de devoir de réciprocité par celle d'« obligation humaine<sup>11</sup> ». Cette valeur implique une forme d'« échange généralisé », c'est-à-dire une situation où chacun donne et chacun reçoit, mais pas toujours de manière univoque. Ainsi, l'usage des *guanxi* rend presque impossible à une personne sollicitée le refus d'une faveur ou d'un service demandé. Par conséquent, l'expression « économie du don », telle qu'elle a été théorisée par Marcel Mauss, peut être employée pour décrire les

9. Jacobs 1979.

10. M. Yang 1995, p. 6.

11. Silin 1970, p. 43.

logiques de *guanxi* car son usage implique dans la vie quotidienne l'échange de « dons, faveurs et banquets<sup>12</sup> » qui sont remboursés par des « contre-dons » dont la valeur excède souvent celle des premiers. Notons que le caractère chinois pour don (*liwu*) signifie littéralement un objet de rite, c'est-à-dire un présent autour duquel on développe une relation codifiée, ritualisée.

Lorsque l'échange est réussi, l'usage des *guanxi* permet de réaliser au moins trois types d'acquisitions : une plus-value symbolique (par l'intermédiaire de la « face<sup>13</sup> » qui peut être perdue, donnée, contestée, sauvée, etc.) ; un capital social (tout ce que le langage familier résume par l'expression « passer par la porte de derrière » [*zou houmen*] pour obtenir des passe-droits, des biens rares, une promotion, l'autorisation d'effectuer un séjour à l'étranger, etc.) ; et/ou un capital politique. Ici, les biens ne sont pas seulement des commodités économiques mais les véhicules et les instruments de réalités d'un autre ordre comme l'autorité, la légitimité ou le prestige. A l'arrière-plan de ces relations s'établit un processus de construction de la confiance qui, en nourrissant des attentes chez l'interlocuteur, crée une « norme de réciprocité ». On retrouve donc toujours, dans la logique des *guanxi*, l'« obligation de donner, de recevoir et de rembourser » selon l'expression de Marcel Mauss, car il est toujours souhaitable de maintenir l'autre endetté par rapport à soi afin de disposer dans le futur d'un « stock » de relations redevables dans le cas d'une demande de faveur importante<sup>14</sup>.

Cependant, ce serait mal comprendre la logique des *guanxi* que de considérer que ces relations sont fausses sous prétexte qu'elles sont intéressées. Contrairement à l'analyse fonctionnaliste, il faut éviter de trop vite considérer qu'un don appelle forcément un *guanxi* et qu'inversement l'absence de don signifie une absence de *guanxi*. D'autant que, dans la réalité chinoise, l'obligation de réciprocité est vécue avant tout comme une sanction sociale à travers le mécanisme de la « face », qui est le signe de la reconnaissance par autrui de sa propre intégrité morale. Finalement, la face est le mécanisme qui sanctionne chez un individu le résultat de l'apprentissage des codes fondamentaux de l'éthique sociale chinoise. Comme le résume Mayfair Yang, l'art des *guanxi* doit donc réunir « des principes éthiques, le respect de l'étiquette et un but tactique ».

12. M. Yang 1995.

13. *Lian* ou *mianzi*.

14. M. Yang 1995, p. 143.

Il existe trois discours principaux, scientifiques ou officiels, sur l'origine des *guanxi*.

D'abord, l'analyse culturaliste considère les *guanxi* comme un élément traditionnel de l'ordre confucéen chinois, ces pratiques étant directement issues de la norme confucéenne d'« éthique personnalisée<sup>15</sup> » fondée sur le respect, l'obligation et la distinction hiérarchique entre les individus. Les travaux de Liang Shuming, Fei Xiaotong ou Ambrose Yeo Chi-king<sup>16</sup> soulignent ainsi l'existence d'un art traditionnel des relations interindividuelles (*chuantong guanxixue*). Cette perspective, qui défend le principe d'une tradition culturelle de longue durée, immuable, tout en établissant un rapport de causalité entre celle-ci et la pratique politique, néglige le fait que la société chinoise reste bouleversée par l'instauration du maoïsme, par ses multiples agressions totalitaires et par le processus actuel de sortie de ce système. Par ailleurs, notons que la situation présente de succession au pouvoir, concentrée autour d'un ou de plusieurs groupes de famille et de clientèles dans un État à parti unique, de type marxiste-léniniste, est une situation inédite dans l'histoire de la Chine. Ainsi, si ces études nous permettent de comprendre l'origine culturelle de l'usage des *guanxi*, elles sont incapables de nous expliquer pourquoi, durant la transformation sociale et économique des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, s'est levé en Chine un « vent de don et contre-don » (*songli feng*) et pourquoi cette situation a conduit à l'instauration d'un système de type néopatrimonial caractérisé par une corruption généralisée.

127

Sans rompre avec l'analyse culturaliste, le discours officiel en Chine, relayé par la presse, explique de son côté l'importance des *guanxi* comme la conséquence de la montée en puissance de « forces capitalistes et bourgeoises » à la suite de l'ouverture du pays au monde et au marché. Périodiquement, son usage est sévèrement condamné par le pouvoir qui réprime ainsi une pratique surévaluant d'après lui, les intérêts privés (*si*) forcément particularistes et contraires à l'idéal d'intérêt public (*gong*)<sup>17</sup>. Il est vrai que la vision politique du maoïsme, qui consistait à dissoudre toutes les individualités dans un seul et même corps étatique dirigé par un être suprême (Mao), s'était consacrée à la

15. Zheng 1984, p. 53-54.

16. Liang Shuming 1963 ; Fei Xiaotong 1947 ; Yeo Chi-king 1985 et 1988.

17. Yu 1993.

disparition des codes traditionnels dans le but de monopoliser l'organisation de la vie de la cité autour d'institutions collectives comme les cellules sociales ou les unités de travail. Or, parmi les traditions « féodales » que les communistes chinois étaient déterminés à éradiquer, les *guanxi* figuraient en tête de liste. Toutefois, si cette transformation des valeurs a été réalisée en grande partie par la terreur, elle est loin d'être certaine aujourd'hui. Ainsi très tôt, dès 1965, Ezra Vogel a montré dans son analyse, « From Friendship to Comradship », que des valeurs universelles comme celle de « camarade » (*tongzhi*) n'avaient pu remplacer celles, plus particularistes, de l'amitié ou de la parenté. En fait, la pratique des *guanxi* n'est pas née avec la décennie des réformes. Ce qui s'est transformé avec l'ouverture économique et sociale des quinze dernières années, c'est la nature de l'échange.

128 La dernière approche considère que ce sont les conditions de vie difficiles causées par la Révolution culturelle qui ont obligé les individus à s'écarter du cadre rigide et total des institutions formelles pour intégrer des réseaux de relations informels, quasi privés, activés par des logiques d'entraide. La conjoncture historique déterminante aurait été la décision prise par Mao durant l'été 1968 d'envoyer massivement la jeunesse urbaine aux champs. Cette mesure aurait alors contraint les parents à s'organiser pour éviter à leurs enfants le travail forcé, en particulier dans les provinces frontières lointaines ou austères. Les micro-réseaux constitués pendant la Révolution culturelle auraient ainsi été la source de réactivation des « réseaux de relations » (*guanxi wang*) au moment de l'ouverture économique. Finalement, les *guanxi* seraient apparus à la fin des années soixante-dix comme le seul terreau d'échange possible sur les résidus du totalitarisme maoïste.

Nous le verrons, la puissance de l'allégeance des individus à un groupe « naturel » d'appartenance, qu'il s'agisse de la famille ou d'un groupe de clientèle, a pour conséquence aujourd'hui d'entretenir des formes traditionnelles d'autorité au cœur et à la périphérie de la société chinoise.

Dans l'espace politique, le modèle denguiste du rattrapage de la modernisation semble avoir pour prix une sortie « néotraditionnelle » ou « patrimonial-socialiste »<sup>18</sup>. De nombreuses recherches ont ainsi montré que l'étroitesse, le séparatisme et le manque de communication

---

18. Respectivement, Walder 1986 et MacCormick 1990.

horizontale au sein des bureaucraties chinoises font que l'information est rare, contrôlée, et devient une ressource politique importante<sup>19</sup>. Cette situation rend alors nécessaire la création de réseaux de pouvoirs informels. Par la suite, c'est en devenant client d'un patron que l'on peut accéder au statut de cadre puis aux plus hautes fonctions. La valorisation des réseaux est donc l'activité principale d'un cadre car elle permet de se maintenir au pouvoir, éventuellement de poursuivre son ascension.

### LES RÉSEAUX INFLUENTS DANS L'ESPACE POLITIQUE

L'étude des formes de sélection du personnel dirigeant issu du XIV<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois élu en 1992<sup>20</sup> permet d'observer une situation tout à fait typique de transmission en ligne directe d'un véritable patrimoine politique entre les descendants historiques du régime chinois. Mais seulement au sein de certaines institutions du système communiste (au Bureau politique, au Conseil des affaires de l'État, au sein des institutions économiques et militaires) et plutôt aux pôles extrêmes de la hiérarchie (aux niveaux les plus élevés et les plus bas). Cependant, l'analyse révèle aussi que la fréquence des liens clientélistes (définis notamment par le lieu de socialisation et l'origine provinciale) est plus déterminante que celle des liens familiaux dans les modes de recrutement du personnel politique. Il faut toutefois distinguer, comme le note Pierre Bourdieu, entre « règle » et « régularité ». Certes, les choses se passent de façon régulière : ainsi, les dirigeants chinois ont régulièrement tendance à coopter des membres de leur famille et régulièrement leurs fils (naturels ou adoptifs), mais cela ne signifie pas que ce soit une règle. Le plus intéressant, c'est que cette transmission du pouvoir apparaît « réglée » alors qu'elle est, semble-t-il, réprouvée et contraire aux lois fixées par le régime depuis ses origines.

129

On constate donc, dans la première situation, une sorte de transfert relayé par leurs familles d'une partie des enfants des anciens dirigeants vers le secteur privé, le commerce international ou les institutions mili-

19. Lieberthal et Oksenberg 1988.

20. Stéphanie Lautard, *L'État néopatrimonial en Chine : népotisme et guanxi dans le recrutement des élites (1992-1995)*, DEA de l'IEP de Paris sous la direction de MM. Guy Hermet et Jean-Luc Domenach. Ce travail est une analyse essentiellement quantitative de l'importance du lien familial dans les formes de sélection des élites économiques, militaires et politiques chinoises. Sélectionnée à partir des méthodes positionnelles et décisionnelles, la population étudiée comprend environ 650 personnalités.

taires et la constitution de ce que le sociologue hongrois Helmer Hankiss a appelé dans son pays « les barons rouges ». Cette génération de dirigeants, appelée dans le langage courant « le Parti des Princes » (*Taizi dang*) et, dans la presse chinoise, « les successeurs dignes de confiance de la révolution », constitue la nouvelle oligarchie dominante qui cherche à se poser en alternative du pouvoir. En fait, la parenté, lorsqu'elle intervient dans la relation politique, n'opère pas seule : pour devenir des réseaux puissants, les familles doivent constituer un carrefour d'influences. Les réseaux personnels issus de la parentèle dessinent alors une trame dont les fils se connectent avec des réseaux économiques, socioprofessionnels, associatifs, etc. Aussi, l'engouement, assez net, des dirigeants de cette génération pour les institutions économiques et militaires n'est pas le fruit d'un désintéret pour la sphère politique ou une contestation sourde de l'héritage « révolutionnaire ». Il s'agit au contraire d'une stratégie de contournement temporaire du politique dans le but, précisément, de l'atteindre. C'est donc l'accumulation des rôles économiques qui tend à favoriser aujourd'hui l'acquisition du pouvoir car il s'agit du pouvoir au sens global et pas seulement du pouvoir politique. Dans ce processus, la politique devient une sorte de *business* dont les deux monnaies d'échange sont l'argent et les relations. Ces logiques s'accompagnent de ce que Jean-Louis Rocca a appelé une « triadisation de l'appareil politique » : la sensibilité aux liens particularistes tels que le népotisme ou le clientélisme constituant un sol fertile pour la corruption, dans la mesure où la loyauté envers ceux qui détiennent une base de *guanxi* commune peut passer avant la loyauté envers l'État et envers le dispositif normatif par lequel il fonctionne, que ce soit la loi ou la pratique socialiste. C'est ainsi que l'éthique des *guanxi*, traditionnellement axée sur un idéal de vertu, aboutit aujourd'hui à une « cleptomane » générale à peine teintée d'altruisme.

Ces pratiques confirment ainsi que la seconde caractéristique du néopatrimonialisme, corrélative à la faible différenciation du public et du privé, est la faible autonomisation des sphères économique et politique. Une réalité qui produit, dans le cas chinois, plutôt des élites attachées à des stratégies individuelles et qui, pour réussir, s'appuient sur les réseaux que leur assure leur univers familial et sur la proximité qu'ils entretiennent avec les hautes instances dirigeantes. L'heure semble donc moins à l'apparition d'une nouvelle élite, avec ses normes et ses références morales, qu'à la modernisation de l'ancienne.

Par ailleurs, notre étude souligne que les réseaux de type clientéliste se constituent à partir de deux « bases de *guanxi* » principales : le lieu



de socialisation secondaire (c'est-à-dire la communauté de formation définie par l'école, l'université, etc.) et l'origine provinciale. L'analyse des processus de socialisation montre ainsi que les dirigeants actuels ayant suivi une formation universitaire dans les pays de l'ancien bloc de l'Est forment un groupe très solidaire, le mieux intégré au sein des institutions du régime. Ces derniers ont ainsi deux fois plus tendance à cumuler des positions de pouvoir que ceux qui ont suivi un cursus universitaire en Chine (à l'exception des anciens élèves de l'université Qinghua<sup>21</sup>). Ainsi, si parmi la population sélectionnée plus de 80 % des cadres ne cumulent pas de fonctions, les 2,5 % qui en détiennent plus de deux sont majoritairement des leaders ayant effectué leurs études en Union soviétique, dans l'ex-RDA ou en Tchécoslovaquie, dans les années cinquante. On trouve au sein de ce groupe les plus hauts dignitaires, chargés de gérer aujourd'hui le « système de l'après-Deng » (*hou Deng Xiaoping tizhi*).

131

De même, un réseau basé sur une origine commune peut aboutir à la constitution de véritables factions locales, très influentes au niveau des institutions globales. Ces factions désignent l'émergence au niveau du pouvoir central d'un groupe dominant de leaders issus d'une région particulière. Ainsi, au regard des biographies des élites sélectionnées, on remarque que les cadres originaires de Shanghai bénéficient d'une très bonne intégration institutionnelle. Ils ont, en effet, onze fois plus tendance à cumuler des postes de responsabilité que la moyenne de la population étudiée. On trouve à leur suite les cadres du Sichuan (province d'origine de Deng) et ceux du Hunan (celle de Mao). La domination de la « faction dite de Shanghai », ville suspecte aux yeux de Pékin car elle fut à l'avant-garde de toutes les luttes idéologiques de la Chine moderne, est une forme quasi idéal-typique de la logique des réseaux d'influence. Il peut s'agir ici d'un « clientélisme traditionnel » (Alex Weingrod) d'envergure très limitée, reposant sur une domination exercée par des notables locaux sur des réseaux de clients. Ainsi, à terme, le risque pour la Chine n'est peut-être pas l'effondrement du dispositif communiste mais l'émergence, au niveau national, d'une élite ayant forgé des alliances avec les intérêts du « socialisme capitaliste » dans les régions les plus stratégiques de l'Est et du Sud-Est, et désireuse d'acquiescer davantage d'autonomie politique.

Il semble donc qu'au sein du système chinois la forte personnalisa-

---

21. Cheng 1994.

132 tion des relations politiques concerne non seulement les « chefs charismatiques » mais aussi l'ensemble des échanges qui irriguent l'appareil d'État de haut en bas. Et la pratique des *guanxi* révèle que le régime est enserré dans des rapports multiples de face-à-face qui rendent les relations de pouvoir presque « trop humaines » car le fonctionnement des organisations publiques est subverti par le jeu des relations personnelles, quelle qu'en soit l'origine. Ainsi, après avoir conçu pendant l'ère maoïste l'identification exclusive de l'individu à la sphère sociale, le régime est aujourd'hui à l'origine d'une société où la sphère privée est omniprésente. Or, l'envers de la personnalisation des relations politico-administratives, c'est bien l'échec de l'institutionnalisation de l'État par la différenciation du politique et de ses élites. Le principe positif des États modernes étant qu'ils attribuent une place à la sphère privée, autonome de la sphère publique, et inversement. C'est ici que nous pouvons saisir l'autoritarisme à sa source : il est un gigantesque effort pour effacer la distinction entre l'individuel et le collectif par empêchement de cette réalité intermédiaire qu'est la société civile. Son inexistence conduit, dans le cas chinois, à un déficit d'espace public, c'est-à-dire d'un lieu public où peuvent se confronter les intérêts privés.

### L'« ÉCONOMIE POLITIQUE DU DON »

« Un même individu dispose de plusieurs amis et ces amis ont eux-mêmes leurs amis. » Cette logique des réseaux peut alors jouer un « rôle corrupteur » car ce qui « tient » le groupe, « ce sont les bénéfices que les intéressés se partagent ». Ainsi, à une certaine échelle, le phénomène des réseaux débouche sur le développement du clientélisme et du patronage qui peuvent irriguer véritablement la sphère économique. Une réalité que l'on retrouve en Chine où l'on constate des interactions croissantes et parfois exclusives entre la bureaucratie, le marché et les relations interpersonnelles.

Ainsi, après quinze ans de réformes économiques, il semble que la logique économique de la société socialiste chinoise corresponde à un schéma tripartite où coexistent trois logiques d'échanges : « le système de redistribution d'État, le système marchand et enfin le système d'économie du don<sup>22</sup> ». Dans la dynamique économique, ces modes d'échange ne sont pas évolutifs : ils coexistent et interagissent dans un

---

22. M. Yang 1989.

même ensemble social. Ceux-ci n'étant pas seulement pratiqués par des individus mais aussi par des groupes et des acteurs collectifs (les *danwei*, les entreprises d'État, etc.). Cependant, pour Mayfair Yang, si le système de redistribution d'État est une « technique de pouvoir », l'économie du don constitue une « tactique de contre-pouvoir spécifiquement moderne<sup>23</sup> ». De même, le politologue Frank Pieke considère qu'avec les réformes entreprises par Deng Xiaoping, les échanges marchands et l'usage des relations interpersonnelles ayant été permis, les *guanxi* sont devenus « des sphères plus indépendantes de l'action sociale » développant un discours moral à part entière au centre de l'ensemble constitué par les structures idéologiques existantes du Parti et de l'État<sup>24</sup>. On comprend dès lors que, les *guanxi* procurant une arène formidable pour des acteurs individuels (les entrepreneurs privés par exemple), qui peuvent convertir des ressources obtenues dans les sphères bureaucratiques et/ou du marché, et qui se trouvent par la suite au centre de réseaux d'influence économiques semi-indépendants, celles-ci constituent un terreau privilégié pour la corruption, les logiques de prébende ou le clientélisme.

133

Le résultat le plus visible de ces logiques est la naissance dans la Chine denguiste de cette forme inédite d'« économie socialiste de marché » dans laquelle « l'interpénétration du capitalisme et de la *nomenklatura* est quasi totale », comme le notent Jean-Luc Domenach et François Godement<sup>25</sup>. Les travaux de T. Wing Lo<sup>26</sup>, notamment, montrent ainsi que la corruption est devenue en Chine une pratique systématique, et la richesse qui l'entoure particulièrement tapageuse. Notons que, au cours de l'année 1995, 170 000 cadres chinois ont dû reverser aux organisations anticorruption de l'État une valeur équivalant à plus de 44 millions de *renminbi* en cadeaux reçus. Ce phénomène est la conséquence d'un nouveau système qui contraint désormais les cadres à déclarer leurs biens, les dons qu'ils perçoivent et à établir un rapport de toutes les opérations financières effectuées par les entreprises publiques pour l'organisation de banquets ou de réceptions<sup>27</sup>.

---

23. *Ibid.*, p. 39.

24. Pieke 1995.

25. Domenach et Godement 1994.

26. Lo 1993.

27. *Far Eastern Economic Review*, 5 septembre 1996, p. 22.

Cependant, il est surprenant de constater que, si dans la plupart des pays du Sud la corruption constitue un des obstacles fondamentaux au développement, en Chine « corruption et développement semblent faire bon ménage<sup>28</sup> ». En effet, les travaux sur le néopatrimonialisme concluent en général que la réalité économique de ces États se trouve très vite en contradiction avec la rationalité politique : la crise du patrimonialisme contribuant à celle du développement et inversement car ce « type de politique contrarie gravement les impératifs de la modernisation économique » qui se trouve subordonnée aux exigences des clients dominantes.

134 En Chine, si les logiques néopatrimoniales ne sont pas un obstacle à la croissance économique et à l'accumulation de richesses (la vitalité des échanges marchands n'ayant d'égal que les scores de taux de croissance), elles constituent cependant un obstacle à l'instauration d'une réalité plus durable : l'économie de marché. Idéalement, en effet, le marché est un espace de relations sociales où les individus peuvent échanger n'importe quoi avec n'importe qui sans affinités identitaires préconçues (même si par la suite celles-ci peuvent se constituer). Or, les logiques solidaristes et claniques de type *guanxi* sont à l'opposé de cette conception. Aussi, soit le succès économique actuel correspond à une logique d'accumulation de richesses sans création d'un système capitaliste marchand structuré. Dans ce cas, les réussites sont précaires. Soit on conclut que ce sont les réseaux clientélistes qui, loin de freiner la politique de réformes et d'ouverture, ont constitué et constituent encore le moteur des réformes économiques. Ainsi, si le dispositif communiste persévère aujourd'hui, tout en se modernisant, c'est aussi parce que les mécanismes de solidarité traditionnels tels que la famille, les réseaux clientélistes ou claniques sont entretenus et même construits par les évolutions du posttotalitarisme. L'usage des *guanxi* ne signifie peut-être donc pas la permanence de référents traditionnels que le régime ne serait pas parvenu à éradiquer mais une pratique changeante et modernisée de ces référents. Ici, le « traditionnel » n'apparaît que comme l'un des éléments de la construction du politique chinois contemporain, pas le seul. Notons aussi que, la transformation de la sphère sociale se développant autour et à partir de l'ancien système, cela procure paradoxalement une certaine légitimité au pouvoir politique tant le changement

---

28. Médard, *in* Claes 1995.

est souvent perçu en Chine comme un objet d'adaptation prenant en compte la complémentarité des situations, plutôt que les éléments de confrontation. L'essentiel est donc de découvrir, de questionner et peut-être d'admettre la modernité des formes de pouvoir dans la Chine contemporaine. Finalement, face à une bureaucratie tyrannique et à une société où les relations entre les individus sont éclatées, les réseaux de relations structurés autour des *guanxi* ont peut-être un rôle capital à jouer comme forme d'organisation de l'échange et comme médiateur dans le processus de modernisation socio-économique en cours.

## CONCLUSION

La problématique des réseaux d'influence permet de comprendre les difficultés actuelles du développement politique et économique de la Chine, à un moment où les dirigeants communistes ne peuvent (re)produire leur légitimité qu'en puisant dans une histoire et un discours idéologiques de moins en moins compatibles avec les exigences de la modernisation, alors que les pratiques induites de cette forme d'État sont de plus en plus condamnées parmi les groupes les plus actifs de la société. Aussi, témoin direct de ces évolutions, le discours populaire déplace aujourd'hui sa critique des *guanxi* vers un questionnement sur la légitimité de l'État. Il en résulte une crise morale qui aura d'importantes conséquences sur les formes futures de politisation.

135

Il reste que le régime chinois vit, depuis le début des années quatre-vingt, une transition interminable et indéfinissable caractérisée par une « dictature amortie » enlisée dans un « posttotalitarisme gelé »<sup>29</sup> qui ne tolère toujours aucune incroyance en matière idéologique. Dans ce contexte, il est trop tôt pour détecter dans les réseaux d'influence de type *guanxi* l'émergence d'une société civile véritablement autonome. Car, même si la dynamique sociale est dans l'attente d'autre chose que le projet totalitaire, seule la structure ambiguë du néopatrimonialisme, exercice de domination du Parti communiste chinois pour assurer son maintien au pouvoir, apparaît consolidée aujourd'hui. L'inconnue est donc : combien de temps peut durer cet empire clientéliste ?

29. Respectivement Bianco 1994 et Linz 1996.

## PRÉCISIONS BIBLIOGRAPHIQUES

136

- BIAN, Yanjie (1994), « *Guanxi* and the Allocation of Urban jobs in China », *China Quarterly*, décembre, p. 971-998.
- BIANCO, Lucien (1994), *La Chine*, Paris, Flammarion, coll. « Dominos ».
- BOSCO, Joseph (1992), « Taiwan Factions : *Guanxi*, Patronage and the State in Local Politics », *Ethnology*, avril, vol. 31, n° 2, p. 157-182.
- CHENG, Li (1994), « University Networks and the Rise of Qinghua Graduates in China's Leadership », *Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 32, p. 1-32.
- CHI-KING, Yeo (1985), « Renji guanxi zhong renqing zhi fenxi » (« Une analyse de la notion de *renqing* dans les relations interpersonnelles »), in G. Yang 1988, p. 75-104.
- CLAES, Paul H., et FROGNIER, André (1995), *Échange politique*, Bruxelles, Éd. de l'université de Bruxelles. (Notamment le texte de J.-F. Médard, « Théories de l'échange et échanges politiques », p. 15-48.)
- DOMENACH, Jean-Luc, et GODEMENT, François (sous la dir. de) (1994), *Communismes d'Asie : mort ou métamorphose ?*, Bruxelles, Complexe.
- FEI XIAOTONG (1947), *Xiangtu Zhongguo* (« La Chine du terroir »), Shanghai, Éd. Guan Cha.
- GOLD, T.B. (1985), « After Comradship : Personal Relations in China since the Cultural Revolution », *China Quarterly*, n° 104, décembre.
- HO, Ping-ti (1992), « Yuan Li » (« L'origine des rites »), *Ershiyi Shiji* (« Le XXI<sup>e</sup> siècle »), n° 11, juin, p. 102-110.
- JACOBS, Bruce (1979), « A Preliminary Model of Particularistic Ties in Chinese Political Alliances : *ganqing* and *guanxi* in a Rural Taiwanese Township », *China Quarterly*, n° 78, juin, p. 237-273.
- KIPNIS, Andrew B. (1991), *Producing guanxi : Relationships, Subjects and Subcultures in a Rural Chinese Village*, Ph.D présenté à l'université de Caroline du Nord (Chapel Hill). (N° d'enregistrement : 9135280.)
- LIANG SHUMING (1963), *Zhongguo wenhua yaoyi* (« Les éléments fondamentaux de la culture chinoise »), Hong Kong, Éd. Jisheng.
- LIEBERTHAL, Kenneth, et OKSENBURG, Michel (1988), *Policy Making in China : Leaders, Structures and Process*, Princeton, Princeton University Press.
- LIN, Nan (1989), « Social Connections (*guanxi*) and Social Resources in the Process of Status Attainment in Urban China », communication présentée à la Sunbelt International Conference of Social Networks, San Diego.
- LINZ, Juan, et STEPAN, Alfred (sous la dir. de) (1996), *Problems of Democratic Transition and Consolidation in Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- LO, T. Wing (1993), *Corruption et Politique à Hong Kong et à Taiwan (tanwu zhengzhi)*, Buckingham, Open University Press.
- MACCORMICK (1990), *Political Reform in Post-Mao China, Democracy and Bureaucracy in a Leninist State*, Berkeley, Californie, University of California Press.

- MÉDARD, Jean-François (1995), « Patrimonialism, Patrimonialization, Neo-Patrimonialism and the Study of the Post-Colonial State in Subsaharian Africa », communication présentée au séminaire sur « Max Weber, Politics and Administration in the Third World », université d'Oslo, Centre pour le développement et l'environnement, 11-12 décembre.
- PIEKE, Frank N. (1995), « Bureaucracy, Friends and Money : The Growth of Capital Socialism in China », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 37, n° 3, novembre, p. 494-518.
- RUAN, Danching (1993) « Interpersonal Networks and Workplace Controls in Urban China », *Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 29, p. 89-105.
- SILIN, Robert (1970), *Leadership and Values*, Cambridge, Harvard University Press.
- SMART, Alan (1993), « Gifts, Bribes and *guanxi* : A Reconsideration of Bourdieu's Social Capital », *Cultural Anthropology*, vol.8, n° 3, p. 388-408.
- VOGEL, Ezra (1965), « From Friendship to Comradship : The Change in Personal Relations in Communist China », *China Quarterly*, n° 21, p. 46-60.
- WALDER, Andrew (1986), *Communist Neo-Traditionalism Work and Authority in Chinese Industry*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press.
- WANG, Shaoguang (1991), « Guanyu shimin shehui de jidian sikao » (« Réflexions sur la société civile »), *Ershiyi Shiji* (« Le XXI<sup>e</sup> siècle »), n° 8, p. 102-114.
- WANK, David (1995), « Private Business, Bureaucracy and Political Alliance in a Chinese City », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 33, janvier, p. 55-74.
- YANG, Guoshu (éd.) (1988), *Zhongguo ren de xinli* (« La psychologie des Chinois »), Taipei, Éd. Guiguan.
- YANG, Mayfair Mei-hui (1989), « The Gift Economy and State Power in China », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 31, n° 1, p. 25-54.
- (1995), *Gifts, Favors and Banquets : The Art of Social Relationships (guanxixue) in China*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2<sup>e</sup> éd.
- YU, Shuo (1993), « Mise en scène des relations lors d'un banquet chinois », *Archives européennes de sociologie*, vol. 34, p. 17-40.
- ZHENG (1984), « Exploration des *guanxi* », *Sociologie et Investigation sociale*.

137

## R É S U M É

*L'observation de l'éthique des relations personnalisées (l'art des guanxi) pendant la décennie des réformes économiques (1980-1990) montre que leur usage, devenu systématique, a pour conséquence une transformation néopatrimoniale de la société communiste, caractérisée par une corruption généralisée. Si les guanxi créent une dynamique de l'échange social, elles empêchent surtout, dans l'espace politique, l'institutionnalisation de l'État et, dans l'espace économique, la constitution d'une véritable économie de marché.*